

APPEL D'OFFRES OUVERT

**MARCHÉ DE NETTOYAGE DES LOCAUX, VITRERIE ET EQUIPEMENTS DU
CENTRE DE MEDECINE PHYSIQUE ET DE RÉADAPTATION POUR ENFANTS
DE FLAVIGNY SUR MOSELLE**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de remise des offres : Lundi 6/10/2025 à 12 heures

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2 - FORME DU MARCHE

ARTICLE 3 - DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHE

ARTICLE 4 - DECOMPOSITION DU MARCHE

ARTICLE 5 - VARIANTE - OPTION

ARTICLE 6 - MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 8 - MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

ARTICLE 9 - SOUS TRAITANCE

ARTICLE 10 - OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 11 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE 12 -VISITE OBLIGATOIRE DES LOCAUX

ARTICLE 13 - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

ARTICLE 14 - OUVERTURE DES PLIS - JUGEMENT DES OFFRES

14.1 - Ouverture des plis

14.2 - Jugement des offres

ARTICLE 15 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 16 - COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée par l'UGECAM (Union pour la Gestion des Caisses d'Assurance Maladie) NORD EST, organisme de sécurité sociale ayant pour objectifs principaux de soigner, rééduquer et réinsérer des personnes en situation de handicap.

L'objet de la consultation concerne le nettoyage des locaux, de la vitrerie et des équipements du **Centre de Médecine Physique et de Réadaptation pour Enfants (CMPRE) de Flavigny-Sur-Moselle** sis 46, rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY SUR MOSELLE, établissement de l'UGECAM Nord-Est, répartis en 2 lots.

ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ

La procédure de consultation est celle de l'appel d'offres ouvert, en application de l'arrêté du 19/07/2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, du Livre 1^{er} du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et du Livre 1^{er} dans la deuxième partie de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

La présente consultation sera conclue sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire à bon de commande en application des articles L.2125-1 et R2162-1 et suivants du Code de la commande publique.

Ce marché est traité à prix global et forfaitaire pour les tâches courantes et à prix unitaires pour les besoins spécifiques et ponctuels de l'établissement. Il est à bons de commande sans minimum et avec un maximum de dépenses fixé à 325 000,00 € HT par an en application de l'article R.2162.4 du Code de la commande publique.

Aucune valeur minimale de commande ne pourra être exigée par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à tout ou partie de la procédure. Dans cette hypothèse, la présente consultation sera déclarée sans suite et l'ensemble des candidats en seront informés. Aucune indemnité ne sera accordée aux candidats ayant retiré le dossier de consultation ou aux soumissionnaires ayant déposé une offre

Codes nomenclature CPV :

Code CPV	Description
90910000-9	Services de nettoyage

ARTICLE 3 - DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHÉ

Ce marché prendra effet à compter du 1^{er}/01/2026 avec reconduction tacite annuelle et ce pour une durée maximale de 3 ans ne pouvant excéder le 31/12/2028, sauf :

- dénonciation formulée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception cinq mois avant l'expiration de chaque période contractuelle ou de la date souhaitée de résiliation,
- application de la clause résolutoire (article 16 du C.C.A.P.).

Le marché pourra être prolongé d'une année supplémentaire à l'échéance maximale par voie d'avenant à l'initiative de l'UGECAM NORD EST.

ARTICLE 4 - DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Le présent marché est décomposé en 2 lots suivants :

Lot n° 1 : Centre de Médecine Physique et de Réadaptation pour Enfants - Nettoyage des locaux

46, rue du Doyen Parisot
54640 FLAVIGNY SUR MOSELLE

Lot n° 2 : Centre de Médecine Physique et de Réadaptation pour Enfants - Nettoyage de la vitrerie

46, rue du Doyen Parisot
54640 FLAVIGNY SUR MOSELLE

En cas de groupement d'entreprises, celui-ci devra être solidaire.

ARTICLE 5 - VARIANTE

Les variantes sont autorisées. Chaque concurrent doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

ARTICLE 6 - MODIFICATION DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'UGECAM NORD EST se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Ces modifications seront mises en ligne sur le profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 7 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120 jours) à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 8 - MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le mode de règlement choisi est le virement.

Le paiement s'effectuera sur le budget de l'établissement et sur factures dans les conditions décrites à l'article 14 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE

Il est fait application des articles L.2193-1 à L.2193-22 du Code de la Commande Publique.

Le candidat précisera, le ou les domaine(s) d'intervention pour lesquels il aura recours à la sous-traitance. Il devra identifier ses sous-traitants.

Les obligations du candidat en matière de sous-traitance sont celles énoncées par la Loi du 31/12/1975 modifiée.

ARTICLE 10 - OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est à retirer gratuitement sur le profil acheteur de l'UGECAM NORD EST : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire. Toutefois, l'identification permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il appartiendra aux opérateurs économiques de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.

ARTICLE 11 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les concurrents auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- la lettre de candidature (imprimé DC1), disponible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>,
- la déclaration du candidat (imprimé DC2), disponible sur le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, dûment complétée, signée et accompagnée des pièces justificatives au quelle elle fait référence,

Le e-DUME (Document Unique de Marché Européen) peut se substituer aux DC 1et DC2.

- la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire,
- les attestations sociales et fiscales valables au 31/12/2024 (imprimés NOTI1 et NOTI2 ou équivalent),
- une attestation d'assurance RC en cours de validité,
- une attestation relative aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société,
- l'attestation Kbis,
- une liste de références en rapport avec l'objet du marché dans les domaines sanitaires au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et les destinataires (personnes à contacter, coordonnées),
- une liste des moyens en matériel et effectif du candidat dédié à la réalisation des prestations du présent marché,
- les chartes de qualité, les labels et certifications dont bénéficie le candidat,
- un mémoire présentant l'organisation et les moyens que le candidat se propose de mettre en œuvre sur le site et selon la prestation, comportant les éléments suivants :

a) Moyens mis en œuvre (humains, techniques et les innovations) :

- l'organisation de l'entreprise : organigramme, présentation des services supports (qualité, formation, ...), ...
- le nombre d'agents, le nombre d'heures journalières et mensuelles de travail effectif (global et par agent) et leur qualification,
- les matériels laissés sur place et la liste des produits (produits de nettoyage, consommables sanitaires, ...) utilisés ainsi que les éventuels systèmes de dilution et la gestion des stocks et livraison de ces produits : cette liste sera accompagnée des fiches techniques, des données de sécurité et des protocoles d'utilisation,

b) Organisation :

- l'organisation de l'exécution des prestations incluant les horaires d'intervention : les procédés d'exécution (fiches méthodes, fiches de postes, planning d'exécution par bâtiment ou locaux, ...) et la gestion des équipes : la gestion de l'encadrement (définition du profil de poste avec les missions et les qualifications hors site et sur site), la politique de gestion du personnel, la politique de formation et d'insertion du personnel chargé de l'exécution des prestations et la procédure d'accueil et de suivi des agents chargés de l'exécution des prestations,

c) Qualité :

- les contrôles de qualité interne mis en œuvre : fournir la grille de contrôle d'évaluation des prestations et la présentation détaillée de l'outil pour le contrôle interne des prestations, la fréquence et les modalités d'organisation des contrôles internes ainsi que les mesures correctives prises dans le cadre des contrôles qualité,

- la présentation de l'outil pour le suivi de la traçabilité des tâches,
- les moyens de communication avec les établissements.
- une note technique précise permettant de justifier que le candidat est engagé en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable (incitation à la sobriété en terme d'énergie et de ressources et optimisation des cycles de vie) et plus précisément les mesures que le candidat prendra dans ce sens au titre du présent marché dans le cadre de sa démarche RSE (axes environnemental et social),
- l'acte d'Engagement (A.E.), dûment complété et signé,
- le cadre de réponse par lot, annexe à l'acte d'engagement, dûment complété et signé,
- le C.C.A.P. et son annexe 1 dûment accepté et signé,
- le C.C.T.P. par lot dûment accepté et signé,
- le certificat de visite de l'établissement,
- un relevé d'identité bancaire ou postal.

Ainsi que toute pièce que le candidat estime de nature à appuyer son offre.

ARTICLE 12 - VISITE OBLIGATOIRE DES LOCAUX

Les candidats auront **l'obligation de visiter l'établissement** afin de pouvoir établir une offre conforme à l'attente de l'établissement et ceci afin d'éviter tout malentendu ou erreur lors de la rédaction de l'offre et de l'éventuelle exécution en cas d'attribution.

Pour ce faire, ils prendront rendez-vous directement,

➞ auprès de Mme METZ Bénédicte, ☎ 06/62/18/27/93, E-mail : benedicte.metz@ugecam.assurance-maladie.fr, Mme Metz sera absente du 2 au 25/08/2025.

A l'issue de cette visite, un certificat de visite signé sera remis aux candidats, celui-ci devra obligatoirement être joint à l'offre.

En l'absence du certificat de visite joint à l'offre du candidat, l'offre pourra être rejetée.

L'absence de visite sur site rendra l'offre irrégulière au sens de l'article L2152-2 du Code de la Commande publique et ne pourra être régularisée.

ARTICLE 13 - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

La date limite de réception des offres est fixée au :

- **Lundi 6/10/2025 à 12 heures**

Transmission électronique :

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

Une fois que le concurrent aura remis son offre, il ne pourra ni la retirer ni la modifier.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les formats acceptés sont : .doc, .xls et .pdf

La signature électronique de ces documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Dans ce cas, les documents contractuels de l'entreprise attributaire seront re-matérialisés et devront être signés manuscritement.

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, les candidats ont la possibilité de remettre une « copie de sauvegarde » qui constitue une copie des dossiers des candidatures et offres destinées à se substituer, en cas d'anomalie (défaillance du système informatique qui ne supporte pas la dématérialisation ou lorsqu'un virus informatique est détecté), aux dossiers de candidatures et des offres transmises par voie électronique.

Le pli contenant la copie de sauvegarde devra comporter sur l'enveloppe la mention « COPIE DE SAUVEGARDE - APPEL D'OFFRES CONCERNANT LE NETTOYAGE DES LOCAUX, DE LA VITRERIE ET DES EQUIPEMENTS DU CMPRE DE FLAVIGNY SUR MOSELLE ».

La copie de sauvegarde devra être exclusivement sur un support physique électronique de leur choix (clé USB, CD, ...).

ARTICLE 14 - OUVERTURE DES PLIS - JUGEMENT DES OFFRES

14.1. - OUVERTURE DES PLIS

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus dans les conditions prévues aux articles 11 et 13 du présent règlement.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Au vu des renseignements et documents fournis, le Pouvoir adjudicateur éliminera les candidats qui n'ont pas qualité pour présenter une offre ou dont les capacités/garanties professionnelles, financières et techniques paraissent insuffisantes en application des articles R2142-4, R2143-1 à -16, R2144-1 à -7 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le Pouvoir adjudicateur élimine les candidats dont les offres sont jugées irrégulières, inappropriées ou inacceptables en application de l'article R.2152-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

14.2. - JUGEMENT DES OFFRES

En application de **articles R2152-1 à -7 et -11-12 et -13 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique** le Pouvoir adjudicateur examine les offres, peut éliminer les offres non conformes puis choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères pondérés ci-dessous :

1) la qualité fonctionnelle et opératoire de l'offre jugée sur le mémoire d'organisation et de réalisation de la prestation pour 50% selon les sous-critères suivants :

1.1) l'organigramme avec le nombre d'agents encadrant et exécutant sur chaque site et le nombre d'heures mensuelles/annuelles totales proposées par agent et par site : 30/100,

1.2) l'organisation de la prestation : formations, planification des tâches, fiches de poste et les mesures prévues pour l'encadrement des équipes d'intervention et la procédure en cas d'absence d'agents (communication auprès de l'établissement, remplacement, redistribution des heures de l'agent absent) : 30/100,

1.3) les outils de contrôle notamment la proposition d'une grille de contrôle d'évaluation des prestations, la fréquence et les modalités d'organisation des contrôles internes ainsi que les mesures correctives prises dans le cadre des contrôles internes et contradictoires : 20/100,

1.4) les moyens techniques et innovations : méthodologie, procédés d'exécution, protocoles mis en place et la traçabilité : 20/100,

2) la valeur économique jugée en fonction des prix des prestations : 40%,

Les prix forfaitaires sont détaillés au moyen des annexes financières (cadres réponse) qui en indique les éléments constitutifs. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans les annexes financières seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

3) les performances en matière de protection de l'environnement et de développement durable au regard de l'exécution des prestations du présent marché, proposées dans la notice technique spécifique demandée à l'article 11 : 10%.

L'attribution se fera lot par lot.

Le candidat envisagé comme attributaire avant d'être définitivement désigné comme tel, se verra dans l'obligation de produire dans un délai maximum de 10 jours à compter de la demande par le pouvoir adjudicateur, les certificats fiscaux et sociaux valables au 31/12/2024 (imprimés NOTI1 et NOTI2 ou équivalent) ; à défaut, le pouvoir adjudicateur retiendra le candidat suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 15 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les demandes de renseignements complémentaires devront être adressées via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors mise en ligne sur la plateforme de dématérialisation 4 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 16 - COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Ce dossier comprend :

- le présent règlement de la consultation,
- un acte d'engagement,
- un cadre de réponse par lot, annexe à l'acte d'engagement,
- un cahier des clauses administratives et particulières et son annexe 1,
- un cahier des clauses techniques particulières et ses annexes,
- une attestation de visite.